



## CHAPITRE I : LA QUATRIÈME RÉPUBLIQUE

### **I. LES FORCES POLITIQUES**

#### *a) Un régime d'assemblée*

A la libération, le Général de Gaulle lance un appel à l'unité des français pour rétablir l'autorité de l'Etat et l'ordre républicains. La guerre et la résistance ont modifié les données politiques. La vie politique française des années 1950 ne peut être la continuation de celle de l'avant guerre.

Le gouvernement dirigé par le Général de Gaulle même dans un souci d'union nationale des hommes politiques de toute opinion. Le référendum d'octobre 1945 révèle que les français rejettent les institutions de la 3<sup>e</sup> république et en désire une nouvelle.

Refusant de donner trop de pouvoir aux communistes et heurtés par la méfiance à son égard des chefs de partis gauchistes. Le Général de Gaulle démissionne en janvier 1946.

Le 16 juin, lors du discours de Bayeux, il prend position pour un exécutif fort.

En octobre 1946, une constitution finit par être ratifiée sans enthousiasme.

Contrairement aux souhaits du Général de Gaulle qui prône un régime parlementaire à tendance présidentielle, elle donne l'essentielle du pouvoir à l'assemblée nationale.

La deuxième chambre ; qui est le conseil de la république a beaucoup de pouvoir moins de pouvoir que l'ancien sénat.

Le président de la République est élu en congrès par les deux chambres et ne possèdent que peu de pouvoir.

Il désigne le président du conseil et assure la continuité politique pendant 7 ans.

#### *b) Le système des partis*

Trois partis ont une grande importance électorale :

- le PC français : il recueille les fruits de son action pendant la résistance et a fait preuve de son patriotisme.
- Le MRP (mouvement républicain populaire) : crée des résistants chrétiens. Le parti profite de l'effondrement du parti radical qui représente la politique de la 3<sup>e</sup> république.
- La SFIO : section française de l'internationale ouvrière : c'est le parti socialiste.

Dès le début, la 4<sup>e</sup> république se heurte à de nombreux problèmes aggravés par la guerre froide :

- Elle développe l'antiaméricanisme des uns et l'anticommuniste des autres.
- Le 4 mai 1947 : rupture de l'alliance entre le parti communiste français et les deux autres partis.
- Cette rupture affaiblit la SFIO et facilite le retour au pouvoir de la droite.
- La situation profite au RFF (rassemblement du peuple français) fondé en avril 1947 par le Général de Gaulle se donnant pour objectif de reformer un état très faible. Il tire parti de l'anticommunisme voire de l'antiparlementarisme dans les classes moyenne ou chez les paysans.

#### 3) L'instabilité du régime.



Il ne peut y avoir de majorité que de coalition. Elle a été d'abord avec les communistes puis après 1947 autour du MRP et de la SFIO élargit à gauche et aux radicaux ou à droite ou aux indépendants. Le vote de la loi Barangé ??? consomme la rupture entre la SFIO et le MRP qui ne retrouve une majorité qu'en s'appuyant sur une fraction du RPF.

Loi Baranger ??? : allocation à tous les enfants de l'école primaire, même privée.

Cette majorité soutient en 1962 le gouvernement de François Pinety, mais la politique extérieure et les questions coloniales sont des sujets de désaccords. Les gouvernements se succèdent à un rythme rapide mais l'instabilité politique est tempérée car les hommes restent les mêmes.

L'opinion publique a l'impression que les gouvernements sont impuissants.

## II. La France, l'Atlantisme, et l'Europe.

[.....]

Dès 1944, dans le discours de Brazzaville, De Gaulle a promis une participation à la gestion des affaires des colonies. Les colonies telles que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et la Réunion deviennent des Départements d'Outre Mer.

Mais la constitution de 1946 qui crée l'Union Française ne donne que très peu de pouvoir à son assemblée.

Les responsables ne savent répondre que par la répression car ils ont été incapables de reconnaître à temps les aspirations des peuples colonisés et la gravité des crises.

L'opinion publique s'intéresse peu à la guerre d'Indochine car c'est loin et il n'y a que l'armée de métier.

Seul le PC, quelques intellectuels, des hommes politiques comme Pierre Mendès-France condamne et dénoncent cette guerre. Mais les idées évoluent, et de plus en plus de publications sont favorables à la décolonisation.

Des économistes, des hommes d'affaires et des journalistes insistent sur le coût des colonies et pensent que l'avenir de la France est en Europe.

Une faction croissante de l'opinion se prononce en faveur d'un désengagement en Indochine, voire au Maroc et en Tunisie pour la plupart des Français et des hommes politiques, l'Algérie est une partie intégrante de la France.

### c) La crise des pays du Maghreb

Dans les deux protectorats, Maroc et Tunisie, et les départements algériens où des mouvements nationalistes s'étaient développés, des promesses d'autonomie ont été faites.

C'est au Maroc et en Tunisie que les crises éclatent d'abord. NEODESTUR en Tunisie et ISTIQLAT au Maroc sont soutenus par leurs souverains qui refusent la co-souveraineté.

Conséquence : les troubles se développent car les résidents français répondent par la répression.

En 1963, on envoie en exil le souverain marocain. En Tunisie, une armée de libération nationale qu'on appelle les « fellaghas » multiplie les attentats mais la répression est inefficace.

A cette époque, l'Algérie semble calme mais le 1<sup>er</sup> novembre, une série d'attentats annoncent une guerre ouverte.

## III. Le mendésisme et l'origine de la 4<sup>e</sup> République.



### 1) Pierre Mendès France et la solution des problèmes immédiats.

Biographie p.295

Document de la déclaration d'investiture p.299.

Le radical Pierre Mendès-France devient président du conseil le 17 juin 1954. Il veut rénover la vie politique en s'appuyant sur les jeunes et les nouvelles classes moyennes. Il veut donner plus de pouvoir au gouvernement et le rendre plus proche des français par un nouveau style. Il veut s'attaquer aux règlements des principaux problèmes. Il refuse de négocier avec les partis politiques et présente son programme comme un bloc : deux éléments essentiels :

- Règlements du problème Indochinois
- La modernisation de la France

Pour la 1<sup>er</sup> fois de l'histoire de la 4<sup>e</sup> république, une majorité massive qui comprend les communistes se porte vers lui au parlement.

Mendès-France promet de trouver une solution diplomatique à la question Indochinoise lors de la conférence de Genève en Avril 1954. Les accords seront signés le 20 juillet et la France se retire du Vietnam qui sera partagé en 2. Il précise également que la Tunisie et le Maroc doivent être décoloniser sans tarder.

Mendès-France subit l'hostilité des catégories sociales qui se sentent menacées par le changements : les petits commerçants et les artisans. Ils vont s'organiser autour de Pierre POUJADE.

C'est un papetier qui va créer un mouvement de résistance : UDCA (union de défense pour le commerce et artisans).

Il est colonialiste et antiparlementaire.

Pierre Mendès-France n'a pas le temps de s'attaquer au problème marocain car il est en minorité par les adversaires de la CED.

Il laisse à ses successeurs HEDGAR GAURE et GUY MOLLET la poursuite de ses objectifs politiques.

GUY MOLLET donne l'indépendance à la Tunisie et au Maroc en 1956 et amorce la décolonisation de l'Afrique noire où la loi cadre DEFERRE prévoit des gouvernements locaux.

### 2) L'engrenage algérien.

Lorsque le conflit éclate, les responsables français de gauche comme de droite n'imaginent pas être obligé de transiger. Leur politique d'intégration ne peut plus réussir en raison de l'hostilité des Pieds Noirs et des chefs nationalistes.

GUY MOLLET veut négocier le futur le statut de l'Algérie avec des représentants élus : Il a établi des contacts avec le FLN (Front de libération National) mais il échoue et son autorité est bafouée.

Les pieds noirs et les chefs militaires pensent qu'il suffit de les mettre devant le fait accompli. Le FLN ne croit pas aux promesses. Certains dirigeants ont été arrêtés en 1956, le FLN intensifie son action terroriste et les chefs militaires français croient qu'il s'agit d'une guerre révolutionnaire et mènent une guerre totale en utilisant la torture.

Donc.3 page 257

### 3. La Chute de la IV république.



La population française réprovoque cette guerre où se bat le contingent.  
Les intellectuels et la presse de gauche dénoncent la torture. La majorité de gauche qui soutient le gouvernement commence à s'effriter.  
Les communistes et beaucoup de socialistes s'opposent à la répression.  
La droite défend la thèse de l'Algérie française.

Une émeute des pieds noirs éclate à Alger pour conserver l'Algérie française et s'emparer du pouvoir en métropole.

Les gaullistes qui combattent la IV<sup>e</sup> république profitent de l'impuissance du gouvernement de Pierre Pflimlin et du faible soutien du régime par l'opinion publique.  
De Gaulle se propose comme seul recours et il est prêt à assumer les pouvoirs de la République.  
Le 29 mai 1958, il est appelé par le gouvernement Coty.